

13.4 Finances publiques locales

En 2013 comme en 2012, les **collectivités locales** ont subi les conséquences d'un contexte économique défavorable. Ce contexte pèse sur leurs ressources, en particulier sur les droits de mutation à titre onéreux (DMTO) qui diminuent pour la deuxième année consécutive, alors que les concours financiers de l'État sont soumis au gel en valeur de l'enveloppe normée. À l'inverse, leurs dépenses courantes sont restées dynamiques, principalement dans le secteur communal en lien avec le cycle électoral. La poursuite de l'effort d'**investissement** est financée par des prélèvements sur trésorerie et par une augmentation de la dette : le taux d'endettement progresse ainsi pour tous les niveaux de collectivités locales. Les **administrations publiques locales** affichent toujours un besoin de financement assez faible par rapport aux autres administrations publiques, mais il se détériore pour la deuxième année consécutive.

Au 1^{er} janvier 2014, le secteur communal rassemble 36 681 communes, dont 36 614 sont regroupées en 2 145 **établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)** à fiscalité propre. En 2013, les dépenses de fonctionnement du secteur communal, sur lesquelles pèse la hausse des frais de personnel, augmentent à un rythme plus soutenu que les recettes. Le gel des concours financiers de l'État impacte l'épargne brute des communes et de leurs groupements qui se tasse pour la deuxième année consécutive, malgré une **fiscalité locale** qui reste dynamique. En 2013,

année pré-électorale, le secteur communal poursuit son effort d'équipement et diminue son recours aux emprunts nouveaux de 6,9 % par rapport à 2012, au moyen d'une réduction de sa trésorerie.

Les départements enregistrent une augmentation de 2,5 % des dépenses de fonctionnement. Les dépenses d'aide sociale, tout comme les dépenses de personnel, continuent leur progression soutenue. Parallèlement, les recettes de fonctionnement évoluent plus faiblement (+ 1,3 %), en raison notamment de la chute des droits de mutation à titre onéreux. L'épargne brute affiche ainsi une baisse de 0,6 milliard d'euros par rapport à l'année 2012. Les départements maintiennent leurs investissements hors remboursements de dette en 2013, préférant augmenter leur encours de dette de plus d'un milliard d'euros.

Les régions dégagent sur chaque exercice depuis 2010 une épargne brute en lente érosion mais maintiennent leurs dépenses d'investissement hors remboursement de dette. Elles les financent par une nette augmentation de leur encours de dette et, fait nouveau en 2013, en la complétant par un prélèvement sur leur trésorerie. Leur taux d'endettement s'établit à 88 % en 2013, en augmentation de trois points par rapport à l'exercice précédent. Les dépenses courantes des régions sont marquées par l'augmentation des frais de personnel tandis que les recettes de fonctionnement sont en faible progression, malgré une forte augmentation des impôts locaux. ■

Définitions

Collectivités locales : désigne généralement l'ensemble constitué par les collectivités territoriales, les EPCI à fiscalité propre, les syndicats intercommunaux et les syndicats mixtes. L'expression collectivité locale désigne dans le langage courant ce que la Constitution nomme « collectivité territoriale ». En effet, depuis la révision constitutionnelle du 28 mars 2003, seul le terme de « collectivité territoriale » apparaît dans la Constitution.

Administrations publiques locales, collectivités territoriales, dépense d'intervention des collectivités locales, épargne de gestion, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), fiscalité locale, groupement de communes à fiscalité propre : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Synthèse du rapport 2014 de l'Observatoire des Finances Locales », *Bulletin d'informations statistiques* n° 103, DGCL, juillet 2014.
- « Les finances des collectivités locales en 2013 », Observatoire des finances locales, juillet 2014.
- « Les comptes des administrations publiques en 2013 – Le déficit se réduit pour la quatrième année consécutive », *Insee Première* n° 1500, mai 2014.
- « Les collectivités locales en chiffres 2014 », DGCL, mai 2014.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr, rubrique Publications et services\Collections nationales\Insee Références

Volume budgétaire des différents niveaux de collectivités locales en 2013

en milliards d'euros

Dépenses totales	Montants	13/12 en %
Communes	100,8	4,5
Départements	72,4	1,1
Régions	28,7	2,6
Total collectivités territoriales	201,8	3,0
Groupements de commune à fiscalité propre	41,1	4,5
Ensemble collectivités territoriales et groupements à fiscalité propre¹	233,6	3,2

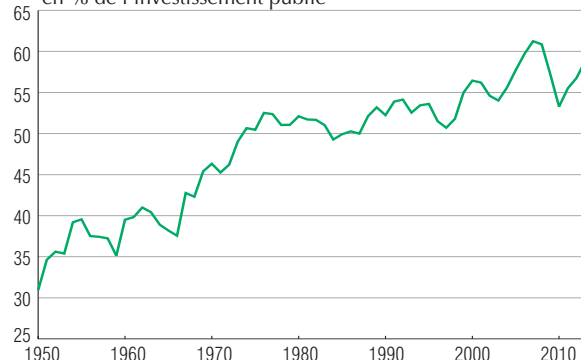
1. Montant inférieur à la somme des lignes « collectivités territoriales » et « groupements de communes » en raison de la neutralisation des reversements fiscaux des groupements vers les communes.

Champ : montants hors gestion active de la dette ; hors volume budgétaire des syndicats.

Source : DGFiP, données provisoires.

Poids des investissements des administrations publiques locales de 1950 à 2013

en % de l'investissement public



Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Structure de la fiscalité locale en 2012

en milliards d'euros

Nature des impôts	Communes et groupements ¹	Départ.	Régions	Total
Taxe d'habitation	19,53	///	///	19,53
Taxe sur le foncier bâti	15,78	11,58	///	27,36
Taxe sur le foncier non bâti	0,98	///	///	0,98
Produits votés des 3 taxes « ménages »	36,28	11,58	///	47,86
Cotisation foncière des entrep. (CFE)	6,66	///	///	6,66
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)	4,02	7,36	3,80	15,18
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (IFER)	0,49	0,24	0,64	1,37
Taxe sur les surfaces com. (TASCOM)	0,65	///	///	0,65
Produit voté de la CFE et autres produits économiques	11,82	7,60	4,44	23,86
Taxe d'enlèvement des ord. mén.	6,09	///	///	6,09
Droits de mutation à titre onéreux	2,22	7,97	///	10,19
Taxe int. de consommat. sur les produits énergétiques	///	6,54	4,36	10,89
Versement aux transp. en commun	6,85	///	///	6,85
Taxe spéc. sur les conv. d'assurance	///	6,63	///	6,63
Taxe sur les cartes grises	///	///	2,11	2,11
Taxe sur l'électricité	1,35	0,68	///	2,03
Impôts et taxes d'outre-mer	0,80	0,16	0,62	1,59
Autres taxes	1,66	0,36	0,90	2,91
Autres contributions²	18,96	22,34	8,00	49,30
Total des taxes	67,07	41,53	12,44	121,03

1. Y c. les syndicats. 2. Hors taxes liées à l'urbanisme.

Sources : DGFiP ; DGCL.

Finances des collectivités locales et groupements à fiscalité propre

en milliards d'euros

	2012 (r)	2013 (p)	13/12 en %
Dépenses de fonctionnement hors intérêts de dette	153,5	158,0	2,9
dont : achats et charges externes	30,0	30,9	2,9
frais de personnel	54,9	56,6	3,1
dépenses d'intervention	63,7	65,4	2,6
Recettes de fonctionnement	189,0	191,8	1,5
dont : impôts et taxes	113,5	115,7	1,9
concours de l'État	52,4	52,0	-0,8
Épargne de gestion	35,5	33,8	-4,8
Intérêts de dette	4,5	4,5	0,4
Épargne brute	31,0	29,3	-5,5
Dépenses d'investissement hors remboursements	55,3	58,3	5,4
Recettes d'investissement hors emprunts	20,5	21,0	2,6
Dépenses totales hors remboursements de dette	213,3	220,8	3,5
Recettes totales hors remboursements	209,5	212,8	1,6
Besoin ou capacité de financement	-3,8	-8,0	///
Remboursements de dette	13,1	12,8	-2,0
Emprunts	17,9	16,8	-6,1
Dette totale au 31 décembre	132,8	137,0	///

Note : les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

Champ : France hors Mayotte.

Source : DGFiP.

Dépenses au titre des compétences transférées aux collectivités locales

en millions d'euros

	2005	2010	2014 (p)	14/13 en %
Aux départements				
Aide sociale ¹	25 928	33 678	38 493	4,0
dont : RSA ²	6 696	8 603	10 667	9,9
alloc. pers. d'autonomie (APA)	4 113	5 372	5 688	0,6
Collèges	3 345	4 304	4 199	3,7
Serv. dép. d'incendie et de secours	1 740	2 386	2 580	3,5
Aux régions				
Formation prof. continue et apprent.	3 468	5 052	5 224	-0,4
Enseignement	3 964	6 326	5 908	-0,6
Transport ferroviaire de voyageurs	2 859	3 195	4 235	8,3

1. Dépenses de fonctionnement des fonctions prévention médico-sociale, action sociale (hors RMI et APA), RMI, APA et RSA.

2. Le RSA s'est substitué au RMI le 1^{er} juin 2009.

Note : données issues des comptes des collectivités locales.

Sources : DGCL ; DGFiP.

Concours financiers de l'État aux collectivités locales en 2014

en milliards d'euros

	Montants	Part en %
Dotation globale de fonctionnement DGF	40,1	68,3
Fonds de compensation de la TVA FCTVA	5,8	9,8
Compensations d'exonération	2,9	4,9
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	3,3	5,7
Autres prélèvements sur recettes	2,1	3,5
Prélèvements sur recettes	54,2	92,3
Mission Relations avec les collec. territoriales	2,8	4,7
Amendes	0,7	1,2
Financement national du développement et de modernisation de l'apprentissage	0,9	1,5
Financements du programme des investissements d'avenir et du fonds des emprunts structurés	0,3	0,4
Total (hors prélèvements exceptionnels)	58,7	100,0

Source : DGCL.